



# L'enrichissement illicite



**Andrew Dornbierer**  
Asset Recovery Specialist

## Globalement, qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?

La Convention des Nations Unies contre la Corruption (CNUCC) définit l'enrichissement illicite comme « une augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public que celui-ci ne peut raisonnablement justifier par rapport à ses revenus légitimes ».

Il est aussi connu comme « une fortune inexplicée » ou « un enrichissement indu ». Dans certains pays, il s'applique tant aux particuliers qu'aux agents publics. Il peut faire référence au nombre de biens acquis par une personne ou au train de vie excessif dont elle profite.

Une action en justice fructueuse en matière d'enrichissement illicite ouvre la porte au recouvrement des avoirs – par exemple, la restitution à l'État des biens mal acquis.

## Quels en sont les bénéfices pour le recouvrement d'avoirs ?

Dans de nombreuses affaires, surtout dans les systèmes économiques où les opérations se sont principalement en espèces et où des pots-de-vin de petits montants sont versés au fil du temps, il est difficile, ou même impossible, de prouver des actes individuels de corruption. Cela signifie que nombreux fonctionnaires corrompus ne sont jamais poursuivis et conservent les biens acquis grâce à leur corruption.

En se servant du mécanisme de l'enrichissement illicite, les agents des services de détection et de répression utilisent les preuves démontrant les résultats des actes de corruption, tels que l'achat d'une propriété onéreuse et d'autres biens de grande valeur, malgré des revenus modestes. Autrement dit, au lieu d'essayer vainement de prouver l'existence des actes de corruption, ils peuvent se concentrer sur les bénéfices obtenus à la suite de ces actes et agir afin de recouvrer leur valeur monétaire.

## Est-ce une infraction ?

L'enrichissement illicite est prévu par l'article 20 de la CNUCC, mais les lois nationales varient considérablement. Certains pays n'ont pas de législation. D'autres pays ont des lois visant seulement des agents publics, tels que le Malawi et la Tanzanie. Certains ont des lois s'appliquent à tout individu. Par exemple, plusieurs états australiens ont une législation qui a servi afin de cibler plus les trafiquants de drogue que les agents corrompus.

Dans certains pays comme le Kenya, l'enrichissement illicite n'est pas une infraction pénale, mais plutôt une action civile. Cela veut dire que l'objectif principal n'est pas de poursuivre les individus, mais de restituer les biens mal acquis.

Le niveau d'application varie. Par exemple, à Hong Kong, il y a déjà eu des affaires fructueuses dans les années 70 qui ont amenées au recouvrement d'avoirs. Au Kenya, les tribunaux commencent juste à finaliser leurs premières affaires d'enrichissement illicite.

## Pourquoi tant de controverses ?

Des critiques affirment que l'enrichissement illicite revient à des accusations, au renversement injuste de la charge de la preuve et à la suppression de la présomption d'innocence. Le Parlement Ukrainien a récemment déclaré inconstitutionnel l'enrichissement illicite pour ces mêmes raisons.

D'autres répondent que tant que la responsabilité première de prouver des faits contre un accusé incombe à l'État, aucun renversement de la charge de la preuve n'est constaté. Autrement dit, puisque les affaires d'enrichissement illicite exigent au Ministère public de prouver l'existence réelle de la fortune inexplicquée au-delà du doute raisonnable, cela ressemble donc à n'importe quelle autre infraction financière.

On peut affirmer que le mécanisme de l'enrichissement illicite, s'il est utilisé de manière responsable et jugé équitablement, a le potentiel d'aider des pays à recouvrer des avoirs acquis par la corruption qui resteraient autrement entre les mains des criminels.

## **Comment mène-t-on une enquête et une poursuite en matière d'enrichissement illicite ?**

Comme ce domaine du droit est relativement nouveau, il existe peu de normes internationales de procédure ou de bonnes pratiques. Au Royaume-Uni par exemple, l'injonction pour richesse inexplicquée n'a été légiféré que depuis janvier 2018.

Les cas suspects d'enrichissement illicite se révèlent souvent dans le contexte d'une autre enquête de corruption en cours. La piste initiale peut aussi venir d'articles de presse ou d'autres canaux habituels de renseignements.

Pour la plupart des affaires, une approche solide engloberait une enquête financière afin d'évaluer la quantité d'argent dont un individu a pu disposer sur une période donnée, et comparer les sommes d'argent dépensée pour l'acquisition des biens ou afin de maintenir un certain train de vie durant cette période. L'objectif est de rassembler des preuves solides – pas de la conjecture – afin que seuls les individus ayant clairement acquis leurs biens par des sources illégales soient interrogés et poursuivis.

## **Existe-t-il des études de cas récentes ?**

La première affaire d'injonction pour richesse inexplicquée au Royaume-Uni a provoqué une agitation médiatique quand il a été révélé que l'ex-femme d'un banquier d'État Azerbaïdjanais avait dépensé 16 millions GBP chez Harrods, et acheté un avion privé, un terrain de golf et une propriété onéreuse à Londres.

Une affaire gagnée par la Commission d'éthique et de lutte contre la corruption du Kenya contre Stanley Mombo Amuti, un ancien agent public de rang inférieur qui ne pouvait expliquer comment il a pu acheter des propriétés d'une valeur de 400 000 USD sur une période de 10 mois, a créé un précédent sur l'utilisation de ce mécanisme.

## **Que fait le Basel Institute on Governance dans ce domaine ?**

L'International Centre for Asset Recovery (ICAR) au Basel Institute on Governance travaille avec des pays partenaires afin de renforcer leurs capacités de recouvrement des avoirs volés et de lutter contre la corruption. Dans le cadre de ce vaste effort, dans certains pays, nous travaillons afin d'améliorer la connaissance des lois en matière d'enrichissement illicite et comment les appliquer effectivement et de

manière responsable.

Quand il est utilisé correctement, il peut s'avérer être une arme redoutable dans la lutte contre la corruption.

## Pour en savoir plus

- *On the Take: Criminalizing Illicit Enrichment to Fight Corruption* est probablement le guide le plus complet sur l'enrichissement illicite à ce jour. Il est sorti en 2012 dans le cadre d'une série développée par le Stolen Asset Recovery Initiative de la Banque mondiale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD).
- Un rapport du Ministère de la Justice américain datant de 2011, *Comparative Evaluation of Unexplained Wealth Orders*, offre une comparaison exhaustive de l'utilisation par différents pays de l'enrichissement illicite et des mécanismes inhérents à leurs systèmes juridiques.
- Le Basel Institute on Governance offre un cours gratuit par e-learning sur Les sources et applications des fonds, une méthode prouvant l'existence des revenus illégaux/inconnus avec des preuves circonstancielles.

---

Publié en anglais le 22 mai 2019

Tous nos guides rapides sont disponibles sur [learn.baselgovernance.org](https://learn.baselgovernance.org)

ISSN 2673-5229

Ce travail est sous licence Creative Commons Attribution-Non commercial-NoDerivs 4.0 International License (CC BY-NC-ND 4.0).

